

République Algérienne Démocratique et Populaire.
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.
Université A. MIRA-BEJAIA.



Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de Gestion.
Département des Sciences économiques.

MEMOIRE
EN VUE DE L'OBTENTION DU DIPLOME DE
MASTER
Filière : Sciences Economiques.
Spécialité : Economie Monétaire et Financière.

L'INTITULE DU MEMOIRE

**La contribution du secteur bancaire au financement de la diversification
économique en Algérie : enquête de terrain auprès des banques de la
wilaya de Bejaia.**

Préparé par :
BABOURI Salah

Dirigé par :
Pr. MOUFFOK Nacer-Eddine.

Date de soutenance :

Jury :

Président :

Examineur :

Rapporteur :

Année Universitaire : 2024/2025

Dédicaces

À ma mère.

Privée d'école dans son enfance, qui avec une volonté admirable poursuit
aujourd'hui son apprentissage au centre d'alphabétisation, dans l'espoir qu'un jour
elle puisse lire et écrire librement.

À toutes celles et ceux à qui l'on a refusé le droit d'apprendre.

A tous ceux qui, malgré les obstacles, se battent chaque jour pour accéder au
savoir.

...Ce mémoire leur est dédié.

Remerciements

Je tiens à adresser mes remerciements aux personnes qui m'ont aidé de près ou de loin à la réalisation de ce modeste travail.

Je remercie l'ensemble des enseignants qui ont contribué à ma formation tout au long de mon cursus universitaire.

Je tiens également à exprimer ma profonde gratitude au professeur Nacer-Eddine MOUFFOK, mon enseignant et encadrant à la fois, qui m'a guidé, donné des conseils et encouragé à trouver des solutions pour avancer dans mes recherches.

Je saisis aussi cette opportunité afin de remercier toute l'équipe du groupe régional d'exploitation BADR 006, rue de la liberté W. de Bejaia.

Enfin, je remercie mon père, ma mère et toute ma famille pour leur soutien.

Liste des abréviations

- **PME** : Petites et Moyenne Entreprise.
- **LMC** : Loi sur la Monnaie et le Crédit.
- **BCIA** : Banque Commerciale et Industrielle d'Algérie.
- **ONS** : Office National des Statistiques.
- **GICA** : Group Industriel des Ciments d'Algérie.
- **IAA** : Industrie Agroalimentaire.
- **CAD** : Caisse Algérienne de Développement.
- **PIB** : Produit Intérieure Brut.

SOMMAIRE

Dédicaces

Remerciements

La liste des abréviations

Sommaire

Introduction Générale.....	1.
Chapitre I : Aperçu général sur le système bancaire algérien.....	4.
Introduction du chapitre.....	4.
Section 1 : Présentation du système bancaire algérien.....	4.
Section 2 : Réglementation et pratiques bancaires en Algérie.....	7.
Conclusion du chapitre	10.
Chapitre II : La diversification économique en Algérie.....	11.
Introduction du chapitre	11.
Section 1 : Aperçu global sur la diversification économique.....	11.
Section 2 : La diversification économique en Algérie.....	12.
Conclusion du chapitre	20.
Chapitre III : Enquête de terrain sur la contribution des banques de la wilaya de Bejaia à la diversification de l'économie algérienne.....	21.
Introduction du chapitre ;;;.....	21.
Section 1 : Méthodologie de la recherche.....	21.
Section 2 : Analyse des résultats de l'enquête.....	25.
Conclusion du chapitre	38.
Conclusion Générale.....	39.
Bibliographie.....	41.
Annexes.....	43.
Liste des illustrations	46.
Table des matières.....	47.
Résumés.....	49.

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le secteur bancaire joue un rôle fondamental dans le financement de l'économie, notamment dans les pays en quête de diversification économique. En Algérie, où l'économie repose principalement sur les revenus des hydrocarbures, la nécessité d'un modèle économique plus diversifié est devenue une priorité stratégique. Dans ce contexte, le système bancaire constitue un levier clé pour mobiliser les ressources financières nécessaires au développement d'autres secteurs, tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et les services. Cependant, plusieurs défis structurels et conjoncturels entravent encore son efficacité dans le financement de cette transition économique.

➤ *Opportunité du sujet*

L'intérêt scientifique de cette étude réside dans l'analyse des mécanismes à travers lesquels le secteur bancaire peut accompagner la diversification économique. Sur le plan pratique, une meilleure compréhension des freins et des opportunités du financement bancaire permettra de proposer des recommandations adaptées aux réalités du marché algérien.

➤ *Problématique*

L'Algérie reste fortement dépendante des hydrocarbures, rendant urgente la diversification économique pour réduire sa vulnérabilité aux chocs extérieurs. Le secteur bancaire, acteur clé du financement, devrait jouer un rôle majeur dans cette transition en soutenant les investissements productifs et l'essor des secteurs non pétroliers.

Cependant, plusieurs freins limitent son efficacité : rigidité des procédures de crédit, faible soutien aux PME et startups, domination des banques publiques, un cadre réglementaire moins efficace, etc. A ce sujet, il est essentiel de s'interroger sur la capacité du système bancaire à accompagner efficacement cette transition. De ce fait, notre problématique centrale s'articule autour de la question principale suivante :

Les banques algériennes, notamment celles de la wilaya de Bejaia, contribuent-elles au financement de la diversification économique ?

Des questions subsidiaires s'imposent :

- Quels sont les principaux obstacles au financement des secteurs non pétroliers ?
- Comment améliorer la mobilisation des ressources financières pour accélérer la diversification économique ?
- Quelles réformes bancaires seraient nécessaires pour renforcer ce rôle ?

Ainsi, ce mémoire vise à analyser les défis et perspectives du secteur bancaire en Algérie et à proposer des recommandations pour optimiser son rôle dans le financement de la diversification économique.

➤ *Bref état de l'art*

Le lien entre système bancaire et diversification économique a fait l'objet de nombreuses recherches. Schumpeter (1911) a mis en évidence l'importance des banques dans le financement de l'innovation et de la croissance. McKinnon (1973) et King & Levine (1993) ont également montré que le développement financier favorise la modernisation économique. Dans les économies émergentes, des études ont prouvé que des réformes bancaires bien ciblées pouvaient accélérer la diversification. Toutefois, en Algérie, les recherches sur ce sujet restent limitées et se concentrent davantage sur les faiblesses du secteur bancaire plutôt que sur son rôle spécifique dans la diversification.

Ce mémoire vise donc à combler cette lacune en analysant les dynamiques du financement bancaire dans un contexte de transition économique.

➤ *Hypothèses de travail*

À partir de cette problématique, nous formulons les hypothèses suivantes :

H1 : Le secteur bancaire algérien contribue encore insuffisamment au financement de la diversification économique, en raison de plusieurs contraintes d'ordre réglementaire, institutionnel et financier qui freinent son efficacité et son rôle dans le développement.

H2 : La mise en place d'instruments financiers adaptés à la situation économique actuelle, ainsi que la modernisation progressive du cadre réglementaire sur le secteur bancaire et financier, peuvent contribuer à améliorer l'efficacité du secteur bancaire, notamment dans le financement des secteurs non pétroliers.

➤ *Méthodologie de travail*

Pour répondre à cette problématique, notre démarche repose sur :

- Une analyse documentaire des textes réglementaires, des rapports économiques et des études académiques sur le système bancaire algérien et ses différentes réglementations adoptées par les autorités algériennes. Cette partie inclut également une étude théorique sur la notion de diversification économique d'un point de vue global, avant de se concentrer sur la situation spécifique de l'Algérie.
- D'autre part, une enquête qualitative auprès des banques de la wilaya de Bejaia, pour comprendre les freins et les opportunités du financement hors hydrocarbures. Cette enquête permettra d'identifier, à travers les témoignages des acteurs bancaires, les dynamiques et les contraintes qui influencent la contribution du secteur bancaire à la diversification économique en Algérie.

➤ *Annonce du plan de travail*

Ce mémoire est structuré autour de trois chapitres. Le premier, propose un aperçu global sur le système bancaire algérien et les différentes réglementations qui ont été adoptées à travers le temps. Le deuxième chapitre se focalise principalement sur la situation économique actuelle en Algérie et sur la diversification économique d'un point de vue général et sur le cas de l'Algérie en particulier. Enfin, le troisième chapitre est consacré à une enquête de terrain sur plusieurs organismes bancaires dans la wilaya de Bejaia, permettant ainsi d'identifier les dynamiques et les contraintes de la contribution du secteur bancaire au financement de la diversification de l'économie algérienne.

CHAPITRE 01
APERÇU GÉNÉRAL SUR LE SYSTÈME
BANCAIRE ALGÉRIEN.

Introduction

Le secteur bancaire constitue l'un des fondements essentiels du développement économique d'un pays. En Algérie, malgré les réformes engagées pour moderniser ses structures et faciliter l'accès au financement, ce secteur continue de faire face à d'importants défis. L'économie nationale reste encore largement tributaire des hydrocarbures, ce qui met en évidence la nécessité pressante de diversifier les sources de croissance et de renforcer le rôle des banques dans ce processus.

Ce chapitre est structuré en deux sections. Dans un premier temps, j'ai présenté le système bancaire algérien en soulignant son organisation et ses principales institutions actuelles. Ensuite, la deuxième section propose une analyse de la réglementation bancaire à travers le temps, en mettant en lumière les principales lois et réformes qui ont marqué l'évolution du cadre juridique et institutionnel. Cette analyse permet de mieux comprendre les transformations opérées dans le but d'adapter le secteur bancaire aux exigences d'une économie moderne et ouverte.

Section 1 : Présentation du système bancaire algérien

Depuis l'indépendance, le système bancaire algérien a connu des transformations marquées par la nationalisation des banques privées et la création d'un institut d'émission national. Ces évolutions ont renforcé la souveraineté monétaire du pays et ont été accompagnées par la création de nouvelles banques pour soutenir les réformes économiques et politiques.

1.1. Créations de la banque centrale d'Algérie (1962-1963)

La Banque Centrale d'Algérie est une institution qui a été « créée par la loi numéro 62-144 votée par l'Assemblée constituante le 13 Décembre 1962, portant création et fixant les statuts de la Banque Centrale. Des aménagements furent apportés au cours des années 70 et le début des années 80. La réforme du système financier, tant dans son mode de gestion que dans ses attributions, devenait néanmoins impérative » (bank of algeria, 2022).

Ce passage met en évidence le rôle fondamental de la création de la Banque Centrale d'Algérie, instaurée dès l'indépendance pour structurer le système financier national. Il souligne également la nécessité de réformes durant les années 70-80, période pendant laquelle des ajustements ont été essentiels pour adapter la gestion bancaire aux évolutions économiques. Ces changements ont préparé le terrain à la loi de 1986, qui a marqué une étape décisive dans la modernisation du système bancaire algérien.

1.2. Un système bancaire national

À partir de 1962, le secteur bancaire algérien a profondément évolué, visant à instaurer un système de financement adapté aux différents secteurs économiques pour favoriser leur développement optimal. Cette période a été marquée par la volonté de restaurer la souveraineté de l'état et de mettre en place un mécanisme efficace pour la croissance économique, selon Aboura et Chahidi (2017) L'Algérie s'est dotée d'une monnaie nationale le 10 avril 1964 à savoir le Dinar Algérien et d'une Banque Centrale qui avait pour mission de créer et de maintenir dans le domaine du crédit, de la monnaie et des changes, les conditions les plus favorables au développement de l'économie nationale. L'objectif était l'établissement de la souveraineté monétaire du pays fraîchement indépendant après plus de 132 ans de colonialisme français (ABOURA, A., & CHAHIDI, M, 2017).

L'Algérie a rapidement structuré son système bancaire et financière national pour soutenir un meilleur développement économique. La création de la Caisse Algérienne de Développement (CAD) en 7 mai 1963 à installer la volonté d'adopter un modèle dirigiste axé sur les industries lourdes. En 1964, la Caisse Nationale de l'Épargne et de Prévoyance (CNEP) a organisé la collecte et la redistribution de l'épargne populaire. Entre 1966 et 1968, la nationalisation des banques étrangères a permis à l'État de contrôler le secteur bancaire par la création de banques publiques comme la BNA, le CPA et la BEA, consolidant ainsi la souveraineté économique du pays.

Pour faire face à la croissance des besoins économiques, la spécialisation est apparue comme la solution la plus adaptée. Dans cette optique, la BNA et le CPA ont été restructurés, conduisant à la création de deux nouvelles institutions bancaires qui ont repris une partie de leurs activités.

- La Banque de l'Agriculture et du Développement Rural (BADR) : Créée le 13 Mars 1982 par la restructuration de la BNA, mission principale est de financer et soutenir le développement agricole et rural en Algérie, en offrant des crédits adaptés aux agriculteurs et aux projets ruraux afin de moderniser ce secteur essentiel à l'économie nationale.
- La Banque de Développement Local (BDL) : Après la restructuration du CPA, La Banque de Développement Local (BDL) a été créée en 1998 pour financer le développement des collectivités locales, des petites et moyennes entreprises (PME), ainsi que des projets d'infrastructures locales.

CHAPITRE 01 : APERCU GENERAL SUR LE SYSTEME BANCAIRE ALGERIEN.

1.3. Le système bancaire algérien actuels

Le secteur bancaire algérien est composé comme suit :

➤ **Les banques publiques**

Elles sont six (06) au total ces banques, appartenant à l'État, ont monopolisé le système bancaire algérien et ont joué un rôle central dans le financement de l'économie.

➤ **Les banques privées**

Elles comptent quatorze (14) en total, possédées par des fonds privés, qu'ils soient nationaux ou internationaux, ces établissements gèrent toutes les transactions bancaires.

Le tableau suivant présent la structure générale du système bancaire algérien :

Tableau 1 : Structure du système bancaire algérien.

Les banques publiques	Les banques privées
La Banque extérieur d'Algérie	Al-baraka d'Algérie
La Banque nationale d'Algérie	Citibank N.A Algeria
Le Crédit populaire d'Algérie	Arab bank plc algeria
La Banque de développement local	Bnp parisbas el djazair
La Banque de l'agriculture et le développement rural	Trust bank algeria
La Caisse nationale d'épargne et de prévoyance	Gulf bank algeria
	The housing bank for trade algeria
	Fransabank el djazair
	Al salam bank algeria
	Hsbc algeria
	T.C ziraat bankasi algeria
	Société générale Algérie
	Natixis Algérie
	ArabBanking Corporation-Algéria (ABC-Algerie)

Source : Etabli par nous-mêmes d'après les rapports de la Banque d'Algérie.

Section 2 : Réglementation et pratique bancaires en Algérie

La banque a pour vocation principale l'intermédiation. Pour garantir une activité saine et efficace, un cadre réglementaire a été instauré afin de renforcer les conditions d'exercice, et la supervision bancaire, en accord avec des normes et principes universels de plus en plus stricts. Après la période de l'indépendance de l'Algérie plusieurs réformes adoptées pour bien structurer le système bancaire et financière algérien, parmi lesquelles nous présentons celles qui nous semblent les plus significatives.

2.1. Les réformes de première génération du système bancaire algérien

Nous exposerons, en trois points, certaines lois liées aux réformes de première génération :

2.1.1 La loi du 19 Août 1986 relative au régime des banques et du crédit

Durant toute la phase de la planification, la seule ressource dont l'Etat disposait pour financer les investissements du secteur public était tirée de l'exportation des hydrocarbures, mais le choc pétrolier de 1986 a conduit à une dégradation de la situation économique du pays, et ont montré la rigidité d'un système bancaire dirigiste et passif, d'où la nécessité d'une refonte du système bancaire consistant à la réorganisation du système bancaire. Une loi bancaire a été instaurée en Août 1986 dans le but de définir le régime des banques et du crédit ainsi que le nouveau cadre institutionnel et fonctionnel de l'activité bancaire.

D'après Aboura et Chahidi (2017), le système bancaire algérien a été encadré par une loi visant principalement à adapter les modes de financement de l'économie nationale. Cette loi a réaffirmé le principe selon lequel le système bancaire devait servir d'instrument pour la mise en œuvre de la politique gouvernementale, notamment à travers l'attribution des ressources financières et monétaires dans le cadre du plan national de crédit (ABOURA, A., & CHAHIDI, M, 2017). La loi bancaire de 1986 vise donc à définir un nouveau cadre institutionnel et fonctionnel dans l'activité bancaire.

2.1.2. La loi du 12 janvier 1988 modifiant et complétant la loi bancaire du 19 août 1986

Après la loi bancaire de 1986, qui a posé les bases d'un cadre institutionnel pour l'activité bancaire, la loi de 1988 est venue approfondir cette réforme en introduisant des changements structurels importants. Elle a ouvert la voie à une plus grande autonomie des banques.

La loi de 1988 accorde à la Banque Centrale et aux établissements financiers le statut d'entreprises publiques économiques, dotées de la personnalité morale, soumises aux règles de la commercialité et bénéficiant d'une autonomie financière. Cette loi renforce également les

CHAPITRE 01 : APERCU GENERAL SUR LE SYSTEME BANCAIRE ALGERIEN.

statuts de la Banque Centrale d'Algérie en lui donnant davantage de liberté dans la gestion des instruments de la politique monétaire du pays, y compris la fixation des plafonds de réescompte, selon les principes édictés par le Conseil national du crédit.

2.1.3. La loi 90/10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit

Dans le prolongement de la réforme économique engagée en 1988, la Loi 90/10 du 14 avril 1990 relative à la Monnaie et au crédit (LMC) a porté sur les mesures de type monétaire, dans le but d'instaurer de nouveaux mécanismes de financement basés sur les règles du marché. Ses principaux apports sont les suivants :

- Autonomiser la sphère financière et bancaire par rapport à la sphère réelle : la Loi 90/10 a met fin à toute intervention administrative dans le secteur financier, tout en ajustant les interactions entre les banques et les entreprises aux normes contractuelles.
- autonomiser la sphère monétaire et bancaire par rapport à la sphère budgétaire, c'est à dire, mettre fin à la monétisation du déficit budgétaire qui est devenue systématique (SOUAK, F.Z., et RAKHROUR, Y, 2016).

La loi du 14 avril 1990 a été élaborée dans le but de donner son indépendance à la Banque Centrale par rapport au pouvoir exécutifs Elle marque une étape essentielle dans la modernisation du système financier algérien, en renforçant l'autonomie institutionnelle de la Banque d'Algérie.

2.2. Les réformes de seconde génération du système bancaire algérien

2.2.1 Ordonnance n°01-01 du 27 Février 2001

Cette ordonnance est venue modifiée et compléter la loi n°90-10 à travers l'aménagement réglementaire touchant principalement, le conseil de la monnaie et du crédit qui a de ce fait, était divisé en deux organes :

- Le premier organe est constitué du conseil d'administration chargé de la direction et de l'administration de la Banque d'Algérie.
- Le second organe est quant à lui constitué par le conseil de la monnaie et du crédit jouant le rôle d'autorité monétaire.

2.2.2 Ordonnance 03-11 du 26 Aout 2003

En 2003, suite à la faillite de deux banques privées EL KHALIFA BANK et B.C.I.A, l'Algérie à modifier sa législation bancaire.

Selon (Ordonnance n° 03-11 , 2003), cette réforme visait à renforcer la Banque d'Algérie, améliorer la coopération entre la Banque et le gouvernement. Parmi les changements

CHAPITRE 01 : APERCU GENERAL SUR LE SYSTEME BANCAIRE ALGERIEN.

importants, le gouverneur et les vice-gouverneurs sont nommés par le Président, une séparation des conseils d'administration et de la monnaie/crédit a été instaurée, et des restrictions ont été imposées sur les établissements financiers.

2.2.3. Ordonnance n°10-04 du 26 Août 2010

Cette ordonnance a été promulguée en vue de modifier et compléter certains articles de l'ordonnance 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit.

D'après Aboura et Chahidi (2017), La mission de la Banque d'Algérie a été plus élargie, celle du conseil de la monnaie et du crédit a été restaurée. Par ailleurs, la loi de finances complémentaire de 2009 a intégré l'obligation pour les investisseurs étrangers dans le secteur bancaire d'observer dans le cadre du partenariat, la règle de répartition du capital à un minimum de 51% pour l'actionnaire national résident (ABOURA, A., & CHAHIDI, M, 2017).

Il a été également soutenu, la mise en place d'un dispositif de contrôle interne et de conformité au niveau des banques et établissements financiers. Cette loi donc a mis en place un nouveau mécanisme pour le secteur bancaire et financière algérien afin de compléter et moderniser sa structure réglementaire.

2.2.4. Loi n° 23-09 correspondant au 21 juin 2023 portant Loi monétaire et bancaire

L'installation d'un nouveau dispositif législatif en juin 2023 a constitué une étape décisive pour l'Algérie.

D'après Nadji et Belfatmi (2024) La loi n° 23-09 inaugure une nouvelle classe d'institutions financières, à savoir les banques d'affaires et les banques numériques, dans le but de favoriser l'innovation et la diversification des services financiers (Nadji Mohammed Seif Eddine . Belfatmi Soufiane, 2024).

Globalement, la réglementation introduite en 2023 a modernisé le cadre réglementaire pour s'adapter aux évolutions rapides du secteur financier. Elle encourage la diversification des acteurs financiers, une supervision renforcée des institutions financières étrangères. Cette réforme donc est une réponse claire aux défis actuels du système financier mondial. Elle ouvre des perspectives intéressantes pour une économie algérienne plus dynamique, compétitive et connectée.

Conclusion

Le système bancaire algérien, établi en 1962, a subi plusieurs transformations en réponse aux défis économiques et politiques du pays. La création de la Banque d'Algérie a marqué le début de l'indépendance monétaire, aussi la mise en place d'un système bancaire national a structuré l'économie nationale sous l'égide de l'État. Actuellement bien que consolidé, le système bancaire algérien fait face à des défis majeurs qui sont beaucoup plus relatifs à la modernisation, la diversification et la transparence.

Les réformes de première génération, centrées sur la nationalisation et la régulation étatique, ont ouvert la voie à des réformes de seconde génération, visant à libéraliser et renforcer le secteur bancaire algérien cela avec l'amélioration de sa compétitivité et sa conformité aux normes internationales. Ces réformes ont conduit à une supervision accrue du secteur, à une gestion plus rigoureuse des établissements financiers, et à un assouplissement progressif des règles régissant le secteur bancaire.

Ainsi, le système bancaire algérien a connu une évolution vers des pratiques bancaires plus modernes et diversifiées, bien qu'il subsiste des défis, notamment en matière de gouvernance, d'inclusion financière et de réformes continues pour s'adapter à une économie en évolution constante.

CHAPITRE 02

LA DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE EN

ALGÉRIE

Introduction

La diversification de l'économie nationale constitue un enjeu crucial pour l'Algérie, dont l'économie nationale demeure largement dépendante d'un seul secteur qui est le secteur des hydrocarbures. Face aux fluctuations des prix du pétrole et à la nécessité de diminuer cette dépendance, le pays s'efforce de diversifier ses secteurs économiques.

Ce chapitre propose en deux sections un aperçu global de la diversification économique, en soulignant son importance pour le développement durable du pays. Par la suite, il examine la diversification économique en Algérie, la situation actuelle de l'économie algérienne, en mettant l'accent sur les secteurs autres que les hydrocarbures, les stratégies déployées pour cette diversification et les perspectives futures pour un développement économique plus équilibré.

Section 1 : Aperçu global sur la diversification économique

Dans une situation mondiale en perpétuelle mutation, la diversification économique s'impose comme un levier stratégique et primordial pour réduire la vulnérabilité des économies face aux chocs extérieurs. Elle permet de créer une base productive plus stable, moins exposée aux chocs sectoriels. Cette section présente les fondements et les enjeux de ce processus.

1.1. Définition de la diversification économique

Selon Schuh et Barghouti dans leur article publié en 1988, la diversification économique consiste à élargir et varier les secteurs d'activité d'un pays afin de diminuer sa dépendance à un seul secteur et d'améliorer sa capacité à faire face aux fluctuations économiques. Allen et Hamilton (1982) définissent la diversification économique comme une stratégie qui consiste à investir dans de nouveaux produits ou services, dans une nouvelle clientèle cible ou un nouveau marché dans une nouvelle zone géographique.

En somme on peut dire qu'une économie est dite diversifiée lorsque ses ressources et ses activités sont réparties sur plusieurs secteurs, ce qui permet de mieux absorber les chocs économiques et d'assurer une croissance plus stable.

1.2. L'importance de la diversification économique

La diversification économique est une composante cruciale du développement économique grâce à laquelle un pays s'oriente vers une économie plus saine et résiliente. Une diversification économique faible et insuffisante se traduit fréquemment par une plus grande dépendance face aux chocs extérieurs, entraînant une course à l'obtention de devises étrangères pour pouvoir régler la facture des importations lourde.

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

Les pays les plus pauvres de la planète, qui sont souvent petits ou géographiquement isolés, sans littoral ou fortement dépendants de l'agriculture primaire ou des minéraux, présentent généralement les structures économiques les plus concentrées. Cela crée des difficultés en termes d'exposition aux chocs sectoriels par ailleurs, la diversification permet de créer de nouvelles opportunités d'emploi, en particulier dans les secteurs émergents tels que l'industrie légère, les services ou encore les technologies, elle soutient également la croissance des petites et moyennes entreprises et les startup, qui jouent un rôle clé dans le développement local, en favorisant une répartition plus équilibrée des activités économiques sur l'ensemble du territoire, elle contribue à réduire les disparités régionales.

Dans un monde marqué par l'instabilité des marchés, les changements climatiques et les mutations technologiques rapides, la diversification apparaît aujourd'hui comme une nécessité stratégique pour assurer la résilience, la compétitivité et la durabilité des économies nationales.

Section 02 : La diversification économique en Algérie

L'Algérie cherche depuis plusieurs décennies à réduire sa forte dépendance aux hydrocarbures, Malgré de nombreuses initiatives, la transition vers une économie diversifiée reste partielle. Cette section examine les efforts entrepris, les secteurs émergents et les défis encore à relever.

2.1 La situation économique actuels

Après une crise économique et sociale caractérisée par des taux de croissance choquants à l'ordre de 1,0 % en 2019 et -5.1% en 2020 suite au choc pétrolier amplifié par une stagflation causée par la crise Covid-19, l'Algérie a eu finalement une marge des manœuvres avantagée par un taux de croissance de 3.5% en 2021 et la flambée des prix de Gaz et pétrole qui a donné un soutien temporaire aux réserves de devise. Néanmoins, que ce rythme de croissance économique est encore insuffisant pour absorber le chômage qui est en augmentation continue dont ce dernier représente 29% chez les jeunes ainsi que le nombre des nouveaux demandeurs d'emploi est environ de 250000 par an selon l'Office National des Statistiques (ONS) en 2018. En analysant la structure des exportations hors hydrocarbures, nous constatons une faible diversification en produits qui restent restreintes à quelques produits alimentaires et équipements agricoles, et sont destinés en majorité vers l'union européenne dont 57% des exportations.

L'Algérie, pays de 46,7 millions d'habitants en 2024, dispose du 3e PIB d'Afrique (260,1 Mds USD) et du PIB par habitant le plus élevé du Maghreb. La croissance devrait ralentir à 3,8 %

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

en 2024, puis 3,0 % en 2025, en raison du ralentissement des hydrocarbures. L'inflation amorce une baisse (5,3 % en 2024), mais reste élevée. Le déficit budgétaire se creuse à 9,3 % en 2024, et la dette publique atteint 45,7 % du PIB. Le solde courant se détériore avec une baisse des exportations et une hausse des importations. Les réserves de change devraient légèrement baisser en 2025. Le chômage reste élevé (11,6 % en 2022) selon la (direction générale du trésor FR, 2025). Cette situation met en lumière l'urgence pour l'Algérie d'accélérer la diversification de son économie afin de réduire sa forte dépendance aux hydrocarbures. Une croissance durable nécessite un tissu économique plus diversifié, capable de créer des emplois stables et de résister aux chocs extérieurs.

Ce tableau montre certains indicateurs macroéconomiques de l'économie algérienne entre 2020 et 2023 :

Tableau 2 : Principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie 2020-2023

Indicateur / Année	Projections			
	2020	2021	2022	2023
PIB (milliards de dollar U.S)	144,9	162,7	187,2	190,3
PIB par habitant (dollar U.S)	3 293,80	3 630,40	4096,28	4092,47
Croissance du PIB (%)	-5,1	3,5	4,7	2,6
Croissance du PIB hors hydrocarbures (%)	-4,1	2,3	4,1	3,1
Croissance en hydrocarbures (%)	-10,2	10,3	7,5	0
Production du pétrole brut (millions de baril / jour)	0,95	0,92	0,98	0,98
Exportation du pétrole (millions de baril / jour)	0,36	0,37	0,38	0,38
Production du Gaz (milliards de M ³ / jour)	1,5	1,86	2	2,01
Exportation du Gaz (milliards de M3 / jour)	0,92	1,19	1,27	1,15
Exportations (milliards de dollar U.S)	24,9	41,8	60,3	53
Importations (milliards de dollar U.S)	42,9	44,3	47,6	52
Réserves du change (milliards de dollar U.S)	46,9	45,4	57,4	60,1
Taux de chômage (%)	14,2	14,5	14,86	15,93
Taux d'inflation (%)	2,4	7,2	9,7	8,7

- **Source :** Annane, R. (2024), *La diversification de l'économie Algérienne par le développement de l'économie bleue*, Thèse doctorat, Algérie, P45.

Entre 2020 et 2023, l'économie algérienne affiche une reprise graduelle suite au choc de 2020. Le PIB nationale a augmenté de 144,9 milliards USD en 2020 à 190,3 milliards USD en 2023, ce qui constitue une augmentation notable. La croissance du PIB, qui était fortement négative

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

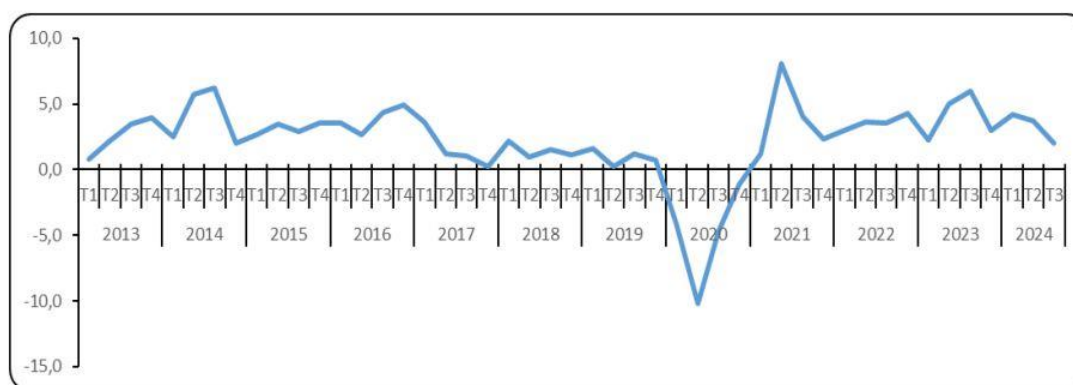
en 2020 (-5,1 %), a regagné un territoire positif en 2022 (4,7 %) avant de ralentir en 2023 (2,1 %).

Cette reprise est notamment soutenue par l'expansion des secteurs non liés aux hydrocarbures (3,1 % en 2023), ce qui témoigne d'efforts de diversification.

Les exportations de gaz ont atteint un sommet en 2022, bien qu'elles aient connu une légère diminution en 2023, tandis que les réserves des changes ont été consolidées, atteignant 60,1 milliards USD en 2023. Le taux de chômage demeure élevé (15,9 % en 2023), et l'inflation, bien qu'elle soit moins intense qu'en 2022, reste préoccupante (8,7 %). Ces données traduisent une amélioration générale de la situation économique algérienne par rapport à l'année 2020.

La figure suivante présente l'évolution trimestrielle du PIB algérien entre 2013 et 2024, afin de mieux comprendre la situation actuelle de l'économie nationale :

Figure 1 : Evolution trimestrielle du taux de croissance du PIB



Source : ONS. (2024), LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS, 3ème trimestre 2024. P3.

Le graphe illustre l'évolution du taux de croissance économique trimestriel en Algérie de 2013 à 2024. Après une phase relativement stable, l'économie a connu une forte récession en 2020, liée à la pandémie de COVID-19, suivie d'un rebond marqué en 2021. Depuis, la croissance reste positive mais modérée, avec une légère tendance à la baisse à partir du deuxième trimestre 2024.

2.2. La situation économique hors hydrocarbures de l'Algérie

Pour la situation économique hors hydrocarbure de l'Algérie, dans les années précédentes, la production ainsi que les exportations de pétrole et de gaz ont effectivement diminué durant le premier semestre 2024. Les efforts de l'Algérie pour diversifier ses exportations au-delà des hydrocarbures commencent à donner des résultats, avec un triplement des exportations hors

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

hydrocarbures depuis 2017 atteignant 5,1 milliards de dollars en 2023. L'objectif déclaré par l'Algérie est d'atteindre 29 milliards de dollars d'exports hors gaz et pétrole d'ici 2030 selon l'article publié par (HAMADI, 2024).

Dans son analyse, la Banque mondiale fait remarquer que malgré les performances de ces dernières années, les exportations hors hydrocarbures de l'Algérie demeurent faiblement diversifiées. Elles sont dominées à 80 % par les engrais, la sidérurgie et le ciment. Huit produits représentent 88 % des exportations. Il s'agit des engrais azotés, le phosphate, l'ammoniac, les dattes, les produits sidérurgiques, les sucres, l'hydrogène et le ciment.

La destination des produits algériens est aussi peu diversifiée, étant concentrée sur un nombre limité de pays. Par exemple, les produits chimiques sont destinés à 29 % à la France, les engrais à 18,4 % aux États-Unis et 29,2 % au Brésil, le fer et l'acier à 29,8 % à la Turquie et 28,6 % aux États-Unis. Pour les analystes de la Banque mondiale, l'Algérie, géographiquement proche de l'Europe, dispose d'un important potentiel de diversification et de croissance.

Le tableau suivant illustre la croissance du PIB par secteur algérien hors hydrocarbures entre 2015 et 2019, afin de mettre en lumière la situation économique hors hydrocarbures de l'Algérie au cours des années récemment passées :

Tableau 3 : Croissance du PIB hors hydrocarbures 2015-2019

	2015		2016		2017		2018		2019	
	Val*	Vol**	Val	Vol	Val	Vol	Val	Vol	Val	Vol
Agriculture	1935,1	6	2140,3	1,8	2219,1	1	2426,9	5	2529,1	2,7
Industries	919,4	5	979,3	3,7	1044,9	4,7	1128	4,1	1165,7	3,8
BTPH	1917,2	4,7	2072,9	5	2203,7	4,6	2346,5	5,2	2492	3,8
Services marchands	4553,1	5,4	4841,3	2,8	4858,9	3,7	5305,4	3,7	5583,9	3
Services non marchands	2899,9	3,6	3059,6	1,8	3072	0,5	3006,5	2,7	3052,8	1,8

Source : TIMERIDJINE, S. 2023. « L'industrie agroalimentaire levier de diversification de l'économie algérienne : état des lieux », *Revue Etudes Economiques*, P124.

Unité : milliards de DA *Valeur **Volume

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

En 2019, ce sont les secteurs des industries ainsi que des bâtiments, travaux publics et hydrauliques qui contribuent à l'augmentation du PIB hors hydrocarbures, chacun affichant une valeur ajoutée de 3,8 %. Ils sont suivis par les services marchands, puis par l'agriculture et les services non marchands, avec des contributions de 3 %, 2,7 % et 1,8 %. Cependant, l'évolution de chaque secteur depuis 2015 indique une légère à modérée régression pour tous. La baisse du secteur agricole en 2018 est attribuable à un déclin de la production, atteignant 56,3 millions de quintaux de céréales contre 61 millions de quintaux en 2019. Quant à l'industrie, celle-ci enregistre une augmentation de 5 % en valeur nominale malgré une diminution en volume, passant de 4,1 % en 2018 à 3,8 % en 2019.

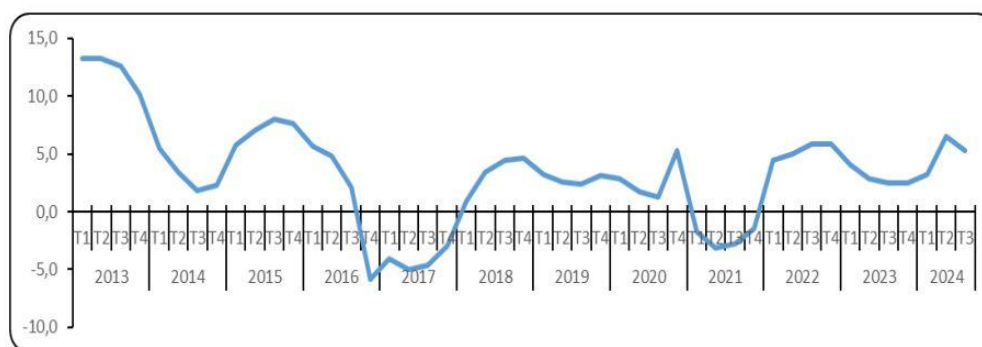
Durant ces quatre années, 2015 jusqu'à 2019, on n'observe pas de grand changement dans la croissance du PIB par secteur hors hydrocarbures, ce qui reflète une faible volonté de diversifier l'économie algérienne et de sortir de la dépendance aux hydrocarbures.

2.2.1. Le secteur agricole algérien

A partir de 2024, le secteur agricole algérien a connu une dynamique exceptionnelle grâce à la multiplication des initiatives et des efforts qui ont contribué au lancement de plusieurs projets stratégiques visant à augmenter la production nationale, notamment dans les filières céréalières et laitières, afin de renforcer la sécurité alimentaire et d'améliorer l'autosuffisance du pays. Et surtout l'utilisation du secteur agricole comme un levier pour maintenir la diversification économique.

Ce graphe qui montre le taux de croissance du secteur agricole algérien de 2013 à 2024 :

Figure 2 : Evolution du taux de croissance du secteur agricole



Source : ONS, Op. Cit, P 3.

La valeur ajoutée du secteur agricole en volume a augmenté de 5,3% au troisième trimestre de 2024, comparé à une hausse de 2,5% au troisième trimestre 2023. Ce début d'augmentation

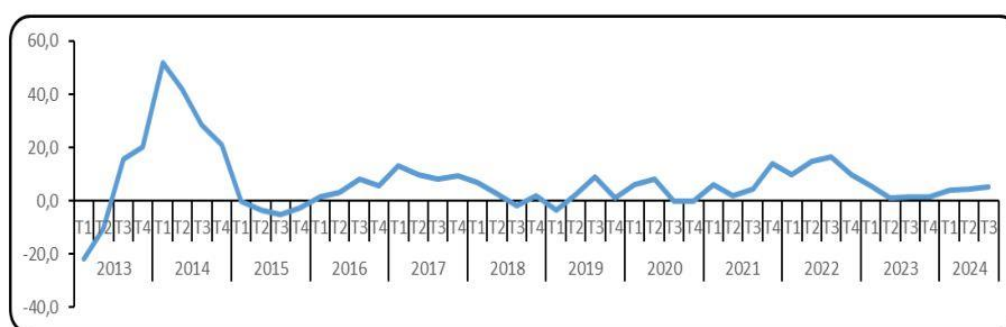
CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

s'explique par l'importance accordée à ce secteur par les autorités nationales, notamment dans la filière du blé, qui a enregistré une hausse des récoltes en 2025 par rapport aux années précédentes.

2.2.2. Les industries manufacturières

L'évolution du secteur de l'industrie manufacturière est représentée dans la figure suivante :

Figure 3 : Evolution du taux de croissance du secteur de l'industrie manufacturière



Source : ONS, Op. Cit, P 5.

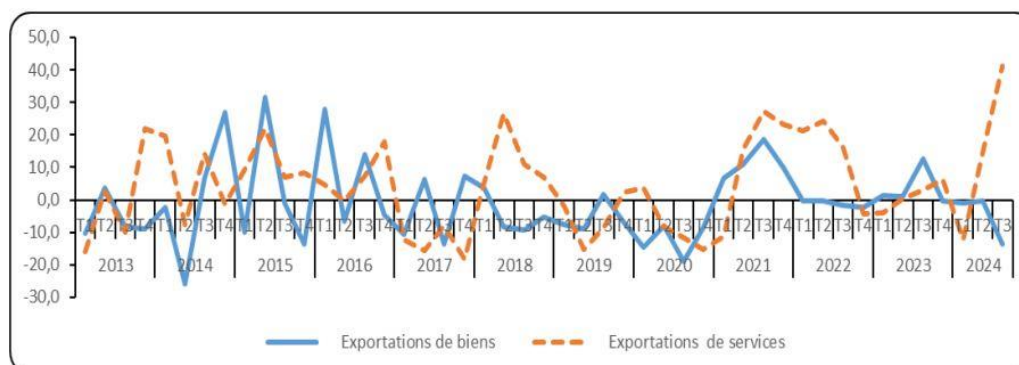
Pour le secteur des industries manufacturières, nous constatons un léger rebond dans le troisième trimestre de 2024 par rapport à l'année 2023. Selon les données de l'ONS (ONS, 2024), la valeur ajoutée des secteurs manufacturiers a augmenté de 5,1%, après une croissance plus réduite de 1,4% l'année précédente. Durant cette période, les secteurs manufacturiers ont produit une valeur ajoutée actuelle de 770,7 milliards de dinars, comparativement à 784,8 milliards de dinars au même trimestre de 2023, ce qui indique une diminution de 1,8 %.

2.2.3. Le secteur des biens et services en Algérie

Le troisième trimestre 2024 a montré des croissances variées dans les services, avec des hausses notables, selon les chiffres de (ONS, 2024), les services des hôtels et restaurants ont enregistré une hausse de 11,1 % et une hausse de 4,0 % pour les transports. Cependant, les exportations ont baissé de 9,7 % en volume, notamment à cause de la chute des exportations de biens (-13,7 %). En revanche, les exportations de services ont augmenté de 41,2 %, soulignant une performance positive dans ce secteur.

Le secteur des biens et services reste très important pour la diversification de l'économie nationale, mais cela nécessite des initiatives politiques claires de la part des autorités nationales.

Figure 4 : Evolution du taux de croissance des exportations de biens et services



Source : ONS, Op. Cit, P7.

2.3. La stratégie nationale de diversification économique

En juillet 2016, le gouvernement algérien a adopté un modèle économique, basé sur une nouvelle politique financière et la diversification de l'économie algérienne à l'horizon 2030, en ce qui concerne la diversification de l'économie nationale, les efforts seront concentrés sur l'augmentation du PIB en dehors du secteur des hydrocarbures durant la période 2020- 2030. Selon Djoudan et Mahoui (2021) Le plan, censé amorcer la transition économique, sera exécuté en trois phases, pour objectif d'atteindre une croissance soutenue du PIB, hors hydrocarbures de 6,5% par an sur la période 2020-2030.

- La première phase devra entamer la période de décollage (2016-2019) : et sera marquée par une évolution de la part des différents secteurs dans la valeur ajoutée vers leur niveau cible.
- La seconde phase dite de transition (2020-2025) : permettra la réalisation du potentiel de rattrapage de l'économie.
- La troisième phase de stabilisation ou de convergence (2026-2030) : marquera le parachèvement par l'économie nationale de l'épuisement de son potentiel de rattrapage et les différentes variables de l'économie convergeront vers leur valeur d'équilibre (DJOUDANE, Z., et MAHOUI, K, 2021).

Bien que cette stratégie dépende fortement du financement par le secteur des hydrocarbures, cela signifie que chaque crise mondiale affectant les prix des hydrocarbures peut retarder le plan et le mettre à l'arrêt jusqu'au prochain rebond des prix.

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

2.4. Perspectives sectorielles pour une diversification économique en Algérie

- ✓ **Le secteur minier algérien :** L'Algérie mise sur ses ressources minérales pour diversifier son économie, notamment le fer, le zinc, le plomb, le ciment et le phosphate. Le gisement de Gara Djebilet est estimé à 3,5 milliards de tonnes, et une Coopération algéro-qatarie a été inaugurée. D'après Cavatorta et Tahchi (2019) l'Algérie possède également 150 millions de tonnes de zinc et de plomb, principalement au nord. La mine d'Oued Amizour contient près de 69 millions de tonnes de ressources avec des taux intéressants. Pour la première fois, l'Algérie a exporté du ciment vers l'Afrique de l'Ouest via le groupe GICA. Le phosphate, jusqu'alors peu exploité, présente des réserves pour deux siècles, selon les estimations. Djebel Onk est prévu pour devenir un pôle stratégique de transformation. Quatre projets sont en cours pour développer une chaîne de production complète du phosphate.
Bien que ces initiatives soient prometteuses, elles ne suffisent pas encore à réduire la dépendance aux hydrocarbures (Francesco Cavatorta. Belgacem Tahchi, 2019).
- ✓ **Le secteur de L'industrie agroalimentaire " IAA " :** Depuis la privatisation et l'intégration des IAA comme secteur porteur et prioritaire dans le développement de l'économie nationale, on voit une réelle progression de ce dernier depuis plus de 15 ans et des perspectives à venir vu les potentialités à l'exportation dans certains secteurs et la demande qui est toujours en hausse. D'après Timeridjine (2023) Les IAA fournissent un emploi à près de 23 % de la main-d'œuvre, avec plus de 17 000 entreprises et créent plus de 140 000 postes. Cependant, le secteur se caractérise par un faible volume d'exportation, bien qu'il existe un potentiel pour certains produits. Pour atteindre ces objectifs, l'industrie doit continuer à croître, à se moderniser et à élever ses normes (TIMERIDJINE, 2023).
- ✓ **Les startups :** En Algérie, l'intégration de l'entrepreneuriat au sein du système éducatif, manifeste une volonté d'orientation stratégique vers l'incitation à l'innovation et à la préparation des étudiants en tant qu'acteurs primordiaux de l'économie du savoir, D'après Bouzria (2024) l'Algérie a recensé 732 start-up, ce qui lui confère la deuxième position sur le continent en matière de création de start-up universitaires. Au cours de l'année académique 2022-2023, 234 projets provenant de divers domaines, tels que la biotechnologie, l'agriculture intelligente, les énergies renouvelables et l'intelligence artificielle, étaient sur le point de se transformer en start-up (Bouzeria, 2024).

CHAPITRE 02 : LA DIVERSIFICATION ECONOMIQUE EN ALGERIE.

Cet engagement collectif souligne une forte détermination à intégrer l'entrepreneuriat dans l'éducation, en offrant ressources et accompagnement pour former les étudiants à devenir de véritables innovateurs et entrepreneurs.

- ✓ **Le secteur de l'Agriculture biologique intelligente** : L'agriculture biologique innovante combine des pratiques respectueuses de l'environnement avec les technologies modernes, comme les capteurs ou les drones, pour rendre le secteur agricole plus durable et rentable. En évitant les produits chimiques, elle protège la nature et utilise mieux les ressources disponibles. En Algérie, ce type d'agriculture permet de préserver les ressources naturelles, de renforcer la sécurité alimentaire et de favoriser les exportations. Pour réussir, elle nécessite des politiques adaptées, des normes de qualité claires, ainsi que des investissements dans la recherche et la formation des agriculteurs.

Conclusion

La diversification de l'économie nationale représente un enjeu primordial pour l'Algérie, dans un contexte où la dépendance vis-à-vis des hydrocarbures constitue une faiblesse pour l'économie nationale. Les initiatives réalisées à travers des réformes successives, notamment les plans élaborés pour promouvoir des secteurs en dehors du pétrole, illustrent la détermination du pays à établir une économie plus équilibrée et moins exposée aux variations des prix des matières premières. L'application effective de ces plans exige un soutien institutionnel solide, une amélioration de la compétitivité des secteurs émergents tels que les startups, et un renforcement des investissements. Elle suppose également la mise en place d'un environnement des affaires attractif, ainsi qu'un accès plus efficace au financement, notamment pour les petites et moyennes entreprises. Des initiatives pour une formation d'une main-d'œuvre qualifiée et l'innovation technologique constituent aussi des leviers indispensables et primordiaux pour réussir cette transition économique.

À long terme, la diversification pourrait offrir à l'Algérie un chemin vers une croissance pérenne et un renouveau économique, en réduisant sa vulnérabilité aux chocs extérieurs et en stimulant la création d'emplois durables.

CHAPITRE 03

**ENQUÊTE DE TERRAIN SUR LA
CONTRIBUTION DES BANQUES DE LA WILAYA
DE BEJAIA À LA DIVERSIFICATION DE
L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE.**

Introduction

La diversification économique est un enjeu majeur pour le développement durable et la résilience des économies nationales. Elle permet non seulement de réduire la dépendance à certains secteurs vulnérables, mais aussi de stimuler l'innovation, la création d'emplois et la compétitivité. Pourtant, dans de nombreux pays, les entreprises rencontrent des difficultés significatives pour accéder aux financements nécessaires à l'expansion ou au changement d'activité.

Ce chapitre présente une étude de terrain réalisée auprès de plusieurs établissements bancaires de la wilaya de Bejaia, afin d'évaluer leur degré d'implication dans le financement de la diversification économique en Algérie et à Bejaia principalement. Cette enquête adopte une approche qualitative pour mieux appréhender le soutien des banques aux secteurs non pétroliers. Elle permet également de répondre aux hypothèses formulées dans l'introduction générale, particulièrement en ce qui concerne les contraintes institutionnelles et financières pouvant entraver l'action des banques. L'étude vise à identifier les instruments financiers employés, à évaluer leur efficacité et à mesurer l'importance accordée à l'accès au crédit. En analysant les données collectées, ce travail pratique ambitionne d'éclairer les enjeux contemporains du financement de la diversification économique.

Section 1 : Méthodologie de la recherche

Le choix de la méthode de recherche s'explique par le rôle central que jouent les institutions bancaires dans le soutien au processus de diversification économique. En effet, les banques sont appelées à réorienter leurs capacités de financement vers des projets porteurs dans divers secteurs économiques, en dehors des activités traditionnelles.

L'enquête de terrain réalisée à travers un questionnaire constitue un outil efficace pour mieux comprendre l'interaction entre les différentes variables économiques, identifier les leviers de financement mobilisables, et évaluer la contribution du secteur bancaire à cette dynamique de diversification. Cette approche permet également de répondre à la problématique de recherche et de confirmer ou d'infirmer les hypothèses avancées.

1.1. Organisation de la collecte des données

Dans cette étude, une enquête de terrain a été menée auprès de seize agences bancaires, toutes situées dans la wilaya de Bejaia.

L'objectif de cette démarche est de recueillir des données concrètes auprès de professionnels du secteur bancaire, en lien avec le thème de la diversification économique. Le questionnaire, élaboré à l'aide du logiciel Sphinx a permis d'obtenir des informations utiles pour l'analyse des

perceptions et du rôle des banques dans le financement des secteurs hors hydrocarbures.

À travers le questionnaire, l'enquête a ciblé une catégorie bien définie de répondants, des cadres et responsables au sein des agences bancaires. Ce choix méthodologique ambitionne à obtenir une vision globale et stratégique du fonctionnement de ces établissements. Il a également permis de maximiser la pertinence et la fiabilité des réponses recueillies.

1.2. Cadre d'utilisation du logiciel Sphinx dans l'enquête

Le logiciel Sphinx Plus²-V5 est un outil complet dédié à la conception, la gestion et l'analyse des enquêtes. Il est largement utilisé par les chercheurs, étudiants et professionnels pour mener des sondages d'opinion et des études quantitatives et qualitatives. Ses principales fonctionnalités sont les suivantes :

- La création et la structuration de questionnaires d'enquête.
- La saisie des réponses, manuelle ou automatique, à partir des données collectées.
- Le traitement statistique des résultats (analyses simples et croisées).
- La génération de tableaux et de graphiques pour faciliter l'interprétation.

1.2.1. Processus d'exploitation du logiciel Sphinx

Voici un aperçu des étapes essentielles pour utiliser efficacement le logiciel Sphinx :

- **Étape 1 : Création d'une enquête**
- L'utilisateur commence par créer une nouvelle enquête via l'interface du logiciel, en élaborant un questionnaire adapté aux objectifs de la recherche. Cette phase nécessite une attention particulière au choix et à la formulation des questions, afin de garantir la clarté et la pertinence des réponses.
- **Étape 2 : Saisie des réponses**
- Une fois les questionnaires renseignés, les données sont saisies manuellement dans l'interface dédiée. Chaque réponse est intégrée avec rigueur pour assurer la fiabilité des résultats.
- **Étape 3 : Analyse préliminaire**
- Cette étape permet de réaliser une première lecture des données à travers des tableaux statistiques simples (appelés "tableaux à plat"), qui présentent les résultats de manière brute.
- **Étape 4 : Analyse approfondie et visualisation**
- Le logiciel offre la possibilité d'approfondir l'analyse en générant des tableaux croisés et des graphiques représentatifs. Ces derniers facilitent l'interprétation des résultats obtenus.

Remarque

Dans le cadre de ce mémoire, les graphiques générés automatiquement par le logiciel Sphinx ont été reformatés esthétiquement (choix des couleurs, mise en page, style visuel) afin de s'adapter à la charte graphique du document et d'améliorer la lisibilité. Toutefois, aucune modification n'a été apportée aux données ou aux résultats analysés, qui restent strictement fidèles à ceux fournis par le logiciel.

1.3. Définition de la population enquêtée

Dans cette étude, nous nous sommes intéressés à un échantillon d'agences bancaires réparties entre six banques publiques et dix banques privées, en tenant compte de leurs réseaux à l'échelle nationale. Grâce à une analyse approfondie, nous avons pu rassembler et organiser des données clés permettant de mieux comprendre la densité et la répartition de ces réseaux bancaires. L'étude se concentre principalement sur la wilaya de Bejaia, tout en intégrant une vue d'ensemble à l'échelle nationale. Les informations collectées ont été synthétisées de manière à offrir une vision claire de l'ampleur des infrastructures bancaires, en mettant en évidence les différences et les regroupements régionaux. Ces résultats offrent une base solide pour évaluer l'accessibilité et l'efficacité du système bancaire dans les zones étudiées.

Le tableau ci-dessous résume la composition de notre échantillon :

Tableau 4 : Réseau bancaire algérien

Catégorie	Banques	Wilaya de Bejaia	Réseau national
BANQUES PUBLIQUES	BNA	6 agences	216 agences
	BEA	2 agences	124 agences
	BDL	5 agences	152 agences
	CPA	7 agences	149 agences
	BADR	13 agences	326 agences
	CNEP	10 agences	218 agences
BANQUES PRIVEES ET ETRANGERS	TRUST	1 agence mixte	30 agences mixtes
	NATIXIS	2 centres d'affaires	20 centres d'affaires
	AGB	2 agences mixtes	61 agences mixtes
	AL SALAM BANK	1 agence mixte	19 agences mixtes
	FRANSABANK	1 agence mixte	14 agences mixtes
	SGB	5 agences et 2 centres d'affaires	90 agences et 12 centres d'affaires
	BNP PARISBAS	3 agences et 2 centres d'affaires	70 agences et 6 centres d'affaires
	HOUSING BANK	1 centre d'affaire	7 centres d'affaires
	ABC	1 agence mixte	24 agences mixtes
	EL BARAKA BANK	1 agence mixte	29 agences mixtes

Source : Elaboré par nos soins d'après les résultats de l'enquête et des données du CNRC.

Nous constatons que le paysage financier de la wilaya de Bejaia est très diversifié, marqué par une forte prépondérance du réseau bancaire. Ceci est témoin d'un réseau bancaire dense et attractif, capable de répondre aux besoins des particuliers et des acteurs économiques locaux. Cette dynamique constitue un point d'appui essentiel pour notre étude, en nous

permettant d'évaluer plus précisément la contribution du secteur bancaire à la diversification économique.

1.4. Enjeux et limites liés à la conduite de l'enquête

Cette étude a couvert l'ensemble du secteur bancaire dans la wilaya de Bejaia, six banques publiques et dix banques privées à capitaux étrangers, soit un total de 58 agences bancaires et au moins 14 centres d'affaires actifs dans la région. Pour mieux comprendre le rôle des banques, notamment dans le financement des grandes entreprises et les PME, nous avons jugé utile de recueillir l'avis des responsables d'agences. Malgré plusieurs relances, la majorité des établissements ont répondu à notre questionnaire. Toutefois, certaines questions sont restées sans réponse, en raison d'un manque d'informations ou du caractère confidentiel de certains éléments.

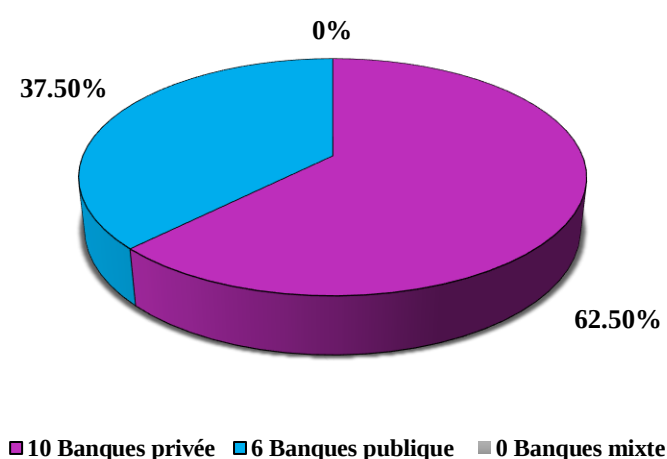
Section 2 : Analyse des résultats de l'enquête

Cette section sera consacrée à l'analyse et à l'interprétation des résultats de notre enquête de terrain :

➤ La réponse à la question N°01 : Quel est le statut de votre banque ?

La figure suivante illustre l'appartenance des seize banques interrogées. Elles sont partagées en Six banques publiques et Dix banques privées. Ainsi, la majorité (62,5%) des banques ont un statut privé.

Figure 5 : Appartenance des banques.

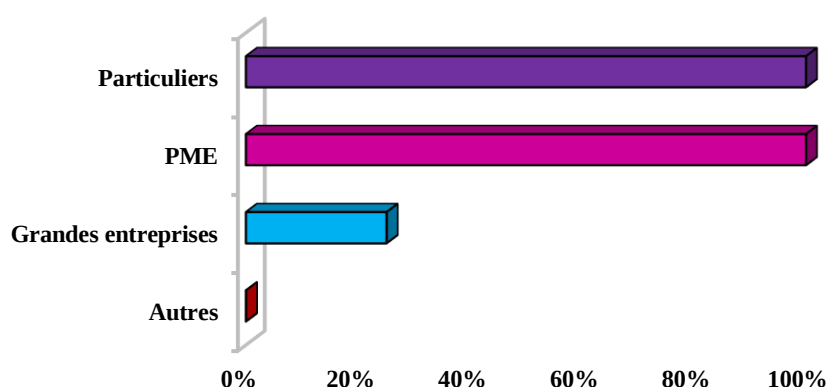


Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N° 02 : Quelle est la nature des clients de votre banque ?

Selon les résultats de notre enquête, l'ensemble des banques interrogées considèrent les particuliers et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) comme les acteurs économiques les plus significatifs dans leurs activités de crédit, soulignant ainsi leur rôle central dans l'économie nationale. Par ailleurs, 25 % des établissements bancaires sondés indiquent que les grandes entreprises constituent une composante stratégique de leur politique de crédit.

Figure 6 : Le portefeuille clients des banques.

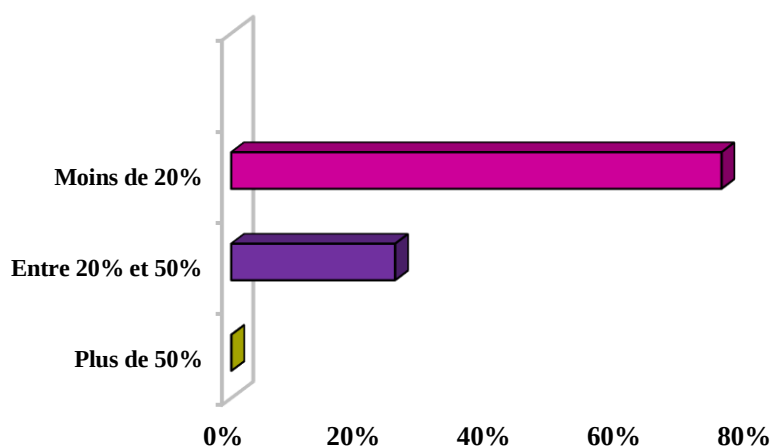


Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N° 03 : Quelle est la part de vos prêts, accordez-vous aux entreprises ?

Selon les résultats de notre enquête, quatre banques (25%) de notre échantillon déclarent avoir dédié entre 20% et 50% du total de leurs crédits aux entreprises (grandes et PME), alors que douze d'entre elles (75%) confirment que cette part ne dépasse pas les 20%. Ces taux élevés montrent l'importance donnée à ce type d'entreprises qui peut représenter le moteur de toute économie souhaitant créer de la valeur ajoutée et pousser ainsi à la croissance économique de la région, ou même au niveau national.

Figure 7 : Part des crédits octroyés aux entreprises.



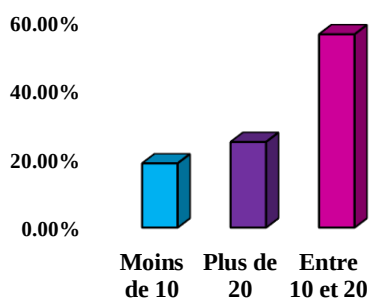
Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ **La réponse à la question N° 04 : Quel est le nombre de demandes de crédits recevez-vous en un mois ?**

D'après les réponses recueillies dans l'enquête de terrain, 56,25 % des banques interrogées estiment recevoir en moyenne entre 10 et 20 demandes de crédits par mois de la part de PME issues de différents secteurs. En comparaison, 18,75 % de notre échantillon confirme recevoir moins de 10 demandes par mois, tandis que 25 % en confirme recevoir plus de 20. Les entretiens menés avec certains répondants révèlent que ces chiffres varient selon les banques sollicitées, l'importance de leur portefeuille client, ainsi que d'autres facteurs comme le coût du crédit, qui peut influencer la fréquence des demandes.

Figure 8 : Nombre total de demandes de crédits réclamés par les entreprises.

	Nb	Obs. %
Moins de 10	3	18,75 %
Plus de 20	4	25 %
Entre 10 et 20	9	56,25 %
Total	16	100 %

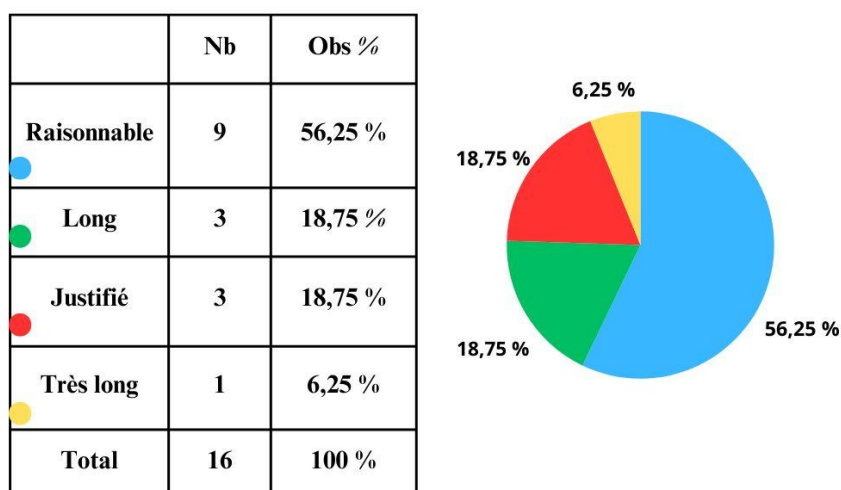


Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N° 05 : D'après vous, comment jugez-vous le délai de traitement des demandes de crédit ?

D'après les réponses recueillies auprès de notre échantillon, neuf banques, soit 56,25 %, estiment qu'un délai d'au moins vingt jours est raisonnable. Ce délai s'explique selon elles, par la complexité du circuit d'approbation du crédit, incluant notamment l'analyse socio-économique et financière du projet, ainsi que l'examen des données issues de la centrale des crédits et des risques. En revanche, quatre banques (25 % de l'échantillon) considèrent ce délai comme long, voire très long, ce qui pourrait freiner la relance économique nationale.

Figure 9 : Avis sur le délai de traitement des demandes de crédit.



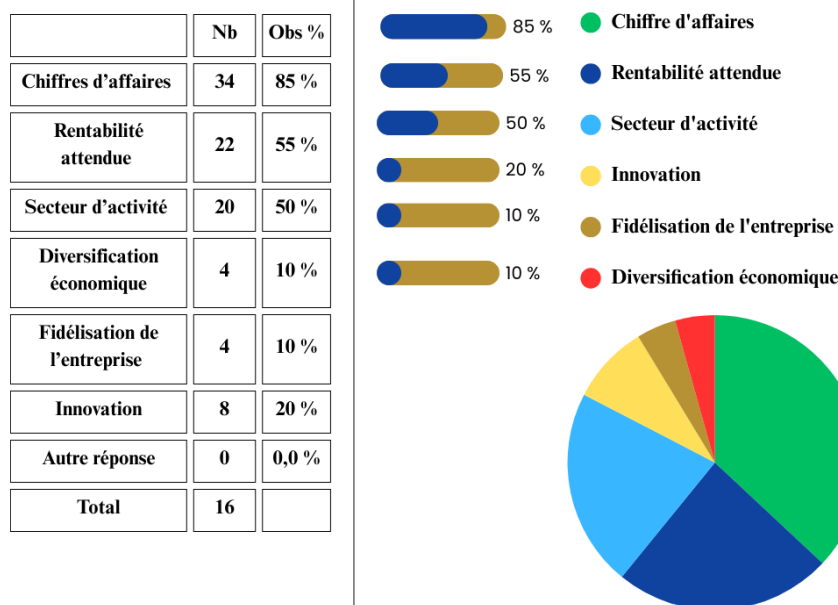
Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N° 06 : Votre politique de prêt est basée sur quels critères ?

La majorité des banques adoptent le chiffre d'affaires comme principal critère de leur politique de prêt, suivi par la rentabilité attendue et le secteur d'activité, l'innovation, et la diversification économique, puis la fidélisation de l'entreprise. Ainsi, la plupart des banques optent pour le chiffre d'affaires comme principal facteur de choix de politique de prêt, ce qui explique de degré d'implication de ces banques dans le financement des projets liés à la diversification économique qui restent toujours dépendants de ce seul mode de financement en Algérie, vu la faiblesse du marché financier qui pourrait combler cette carence. Donc, ces résultats confirment l'idée que la politique du financement des projets d'investissement se base essentiellement sur les profits que peuvent engendrer ces projets, ce qui explique leur

méfiance à s'orienter vers des investissements incertains, même si ces projets engendrent le bien être du pays.

Figure 10 : Les critères de choix de prêt.



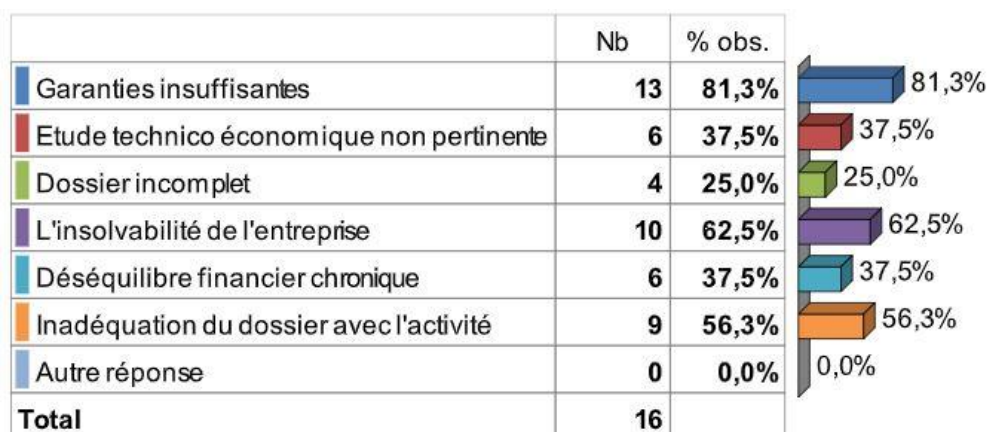
Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N° 07 : Quels sont les motifs de rejet des demandes de crédit ?

D'après l'analyse des réponses, l'insuffisance des garanties est la principale cause de rejet des demandes de crédit à plus de 81%, cela constitue un frein majeur à la diversification économique. En effet, les entreprises souvent incapables de fournir des garanties solides couvrant l'ensemble du financement se retrouvent limitées dans leur capacité à investir dans de nouveaux secteurs ou à développer des activités différentes de leur cœur de métier. Cette contrainte est accentuée par la diversité des exigences des banques, où les établissements publics réclament des garanties réelles, tandis que certaines banques étrangères acceptent des cautions personnelles, créant une inégalité d'accès au financement. Le deuxième problème, c'est bien l'insolvabilité, reflétée par des états financiers déficitaires ou un surendettement à hauteur de 62,5 %, qui rend tout nouveau crédit risqué et décourage ainsi le financement de projets innovants ou diversifiés. Enfin, 56,3 % des banques soulignent l'inadéquation du dossier avec l'activité initiale, traduisant une réticence à financer des initiatives trop éloignées du savoir-faire de l'entreprise. Ces obstacles limitent la capacité

des acteurs économiques à se diversifier, freinant la transformation structurelle et l'élargissement du tissu productif national, et compromettant ainsi la construction d'une économie plus dynamique et résiliente.

Figure 11 : Motifs de rejet des demandes de crédit.

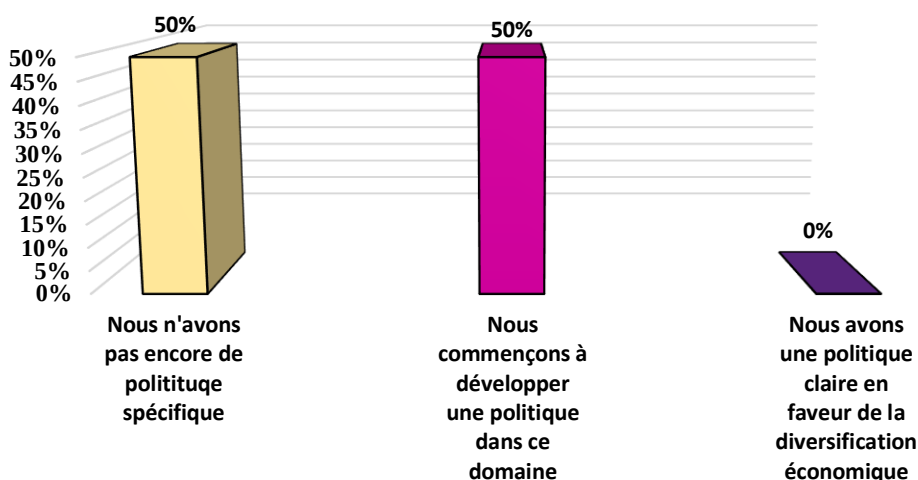


Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N°08 : Quelle politique en matière de la diversification économique ?

D'après les résultats de l'enquête, sur les seize banques interrogées, aucune n'a intégré de façon officielle la diversification économique dans sa politique financière. La moitié des banques affirme qu'elle commence à mettre en place une stratégie dans ce domaine, ce qui traduit une volonté d'évolution progressive. En revanche, l'autre moitié ne dispose d'aucune politique spécifique liée à la diversification économique, ce qui reflète un certain retard ou un manque d'intérêt pour cette orientation. Ces résultats montrent que l'implication des banques reste encore limitée, dispersée et peu structurée. Il apparaît donc très nécessaire d'avoir encourager une approche plus claire et cohérente afin d'intégrer pleinement la diversification économique dans les priorités financières des établissements bancaires.

Figure 12 : Intégration de la diversification économique dans la politique financière.



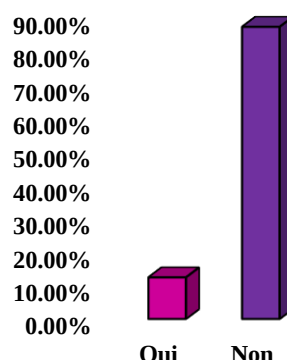
Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ **La réponse à la question N° 09 : Existe-t-il des demandes de crédits dans le cadre de projets d'investissement liés à la diversification économique ?**

L'analyse des réponses montre que la diversification économique reste peu présente dans les motivations des demandes de crédit. En effet, 87,5 % des banques interrogées (14 sur 16) affirment que les PME sollicitent des financements surtout pour des activités classiques, sans véritable orientation vers des projets de transformation économique. Cela reflète un manque d'engagement à la fois du côté des entreprises et des banques pour encourager une économie plus variée. Seules deux banques, soit 12,5% de l'échantillon, déclarent avoir reçu des demandes de crédit liées à la diversification économique. Cependant, ces demandes concernent surtout des crédits d'exploitation (par exemple, l'amélioration des emballages) et non des investissements de fond. Cela montre que l'intérêt pour une économie plus diversifiée et innovante reste encore limité.

Figure 13 : Demandes de crédit pour l'investissement dans la diversification économique.

	Nb	Obs. %
Oui	2	12,5 %
Non	14	87,5 %
Total	16	100 %



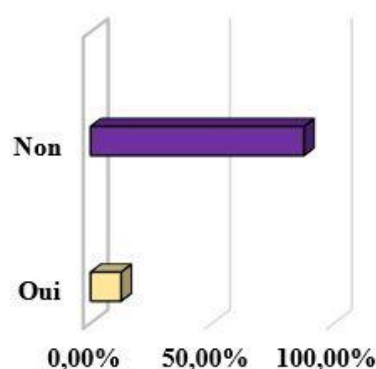
Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ **La réponse à la question N° 10 : Votre banque privilégie-t-elle les investissements liés à la diversification de l'économie nationale ?**

Selon les résultats de notre enquête, 12,5 % des banques adoptent une politique de prêt favorisant la diversification de l'économie, notamment au niveau local. Cela reste très faible face aux 87,5 % qui privilégient uniquement la rentabilité du prêt, sans tenir compte de la nature du projet. Cette tendance montre aussi un grand désengagement du secteur bancaire principalement dans l'accompagnement des efforts de diversification économique. En se focalisant sur le profit à court terme, les banques risquent de freiner le développement de secteurs porteurs. Le manque de soutien à l'innovation et à la production locale limite également la création d'emplois durables.

Figure 14 : Financement de projets liés à la diversification de l'économie nationale.

	Nb	Obs. %
Oui	2	12,5%
Non	14	87,5%
Total	16	100%

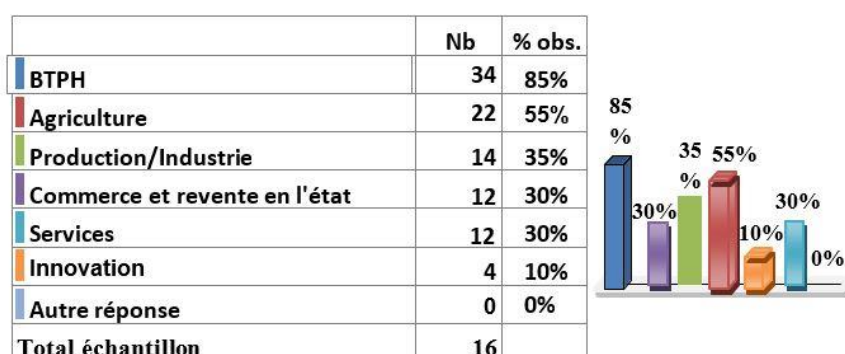


Source : Résultats de l'enquête de terrain

➤ La réponse à la question N° 11 : Quels sont les secteurs sollicités par votre banque ?

Selon les résultats de notre enquête, la majorité des banques interrogées déclarent ne pas accorder de priorité à un secteur d'activité particulier. Le choix d'octroi de crédit repose principalement sur d'autres critères, tels que la solidité des états financiers du client et la faisabilité du projet présenté. Cela montre que l'approche des banques reste généraliste et orientée vers la rentabilité et la sécurité du prêt, indépendamment de la nature du secteur sollicité.

Figure 15 : Les secteurs les plus convoités par les banques.

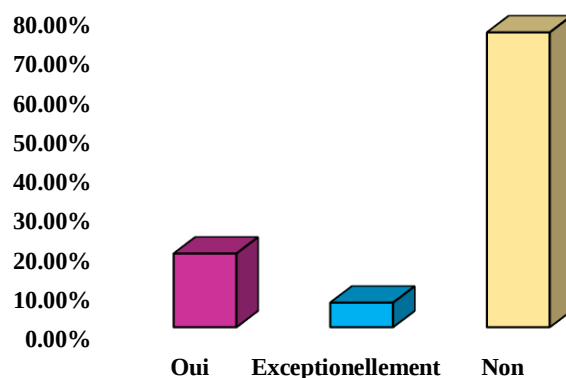


Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ La réponse à la question N° 12 : Existe-t-il parmi ces secteurs, ceux qui contribuent à la diversification de l'économie nationale ?

La quasi-totalité des banques répondent par la négation à cette question. En effet, 87,5% d'entre elles affirment que les demandes de crédits formulées par ces secteurs sont d'ordre traditionnel, c'est-à-dire des demandes de crédits d'exploitation ou d'investissements pour reconduire leurs activités initiales, extensions ou nouveaux projets qui n'ont pas de lien avec la diversification économique.

Figure 16 : Nature des secteurs favorisant la diversification économique.



Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ **La réponse à la question N° 13 : Le pourcentage des investissements dans des projets liés à la diversification économique.**

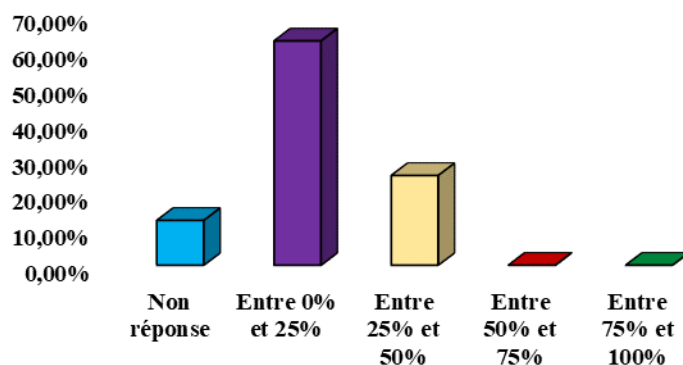
D'après les résultats de l'enquête, la majorité des banques consacrent une faible part de leurs financements à des projets liés à la diversification économique. En effet, la plupart déclarent un investissement compris entre 0 et 25 %, ce qui reflète un engagement limité dans ce domaine. Seules quelques-unes allouent entre 25 et 50 % de leurs financements, tandis qu'aucune ne dépasse ce seuil. Ce constat traduit un intérêt encore modéré pour la diversification économique.

Tableau 5 : Pourcentage des investissements dans la diversification économique.

Pourcentage d'investissements	Nb	Obs. %
Non réponse	2	12,5 %
Entre 0% et 25%	10	62,5 %
Entre 25% et 50%	4	25,0 %
Entre 50 et 75%	0	0,0 %
Entre 75% et 100%	0	0,0 %
Total	16	100 %

Source : Résultats de l'enquête de terrain.

Figure 17 : Part des investissements dans la diversification économique.

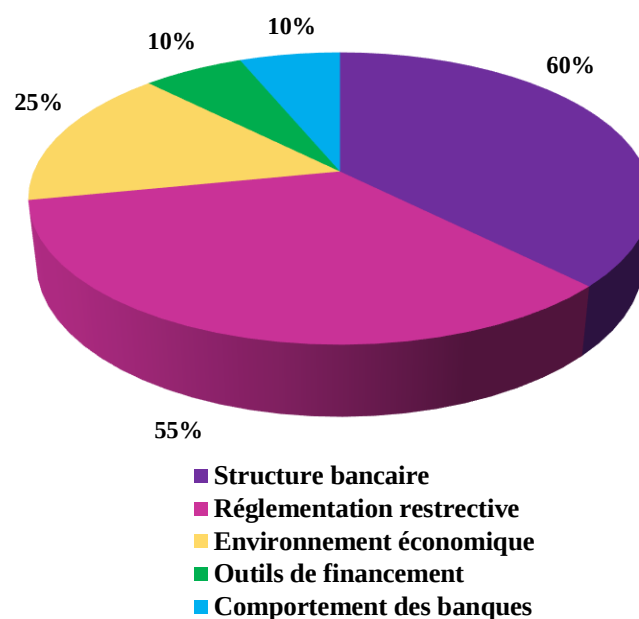


Source : Résultats de l'enquête de terrain.

➤ **La réponse à la question N° 14 : Facteurs expliquant la faiblesse des banques algériennes dans le financement de la diversification économique.**

Selon les résultats de l'enquête, 65 % des banques estiment que la structure bancaire est le facteur principal expliquant la faiblesse des banques algériennes dans le financement de la diversification économique. Par ailleurs, 55 % considèrent que la réglementation restrictive joue également un rôle important dans le frein de financement de la diversification économique. Les autres réponses sont réparties entre l'environnement économique, les outils de financement et les comportements des banques.

Figure 18 : Répartition des facteurs limitant le financement de la diversification économique par les banques algériennes.



Source : Résultats de l'enquête de terrain.

L'explication des résultats obtenus sont résumé dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Facteurs expliquant la faiblesse des banques algériennes dans le financement de la diversification économique.

Catégorie	Causes principales	Conséquences
Structure bancaire	- Dominance des banques publiques. - Concentration sur les hydrocarbures.	- Financement prioritaire aux grandes entreprises publiques. - Négligence des PME/startups.
Réglementation restrictive	- Bureaucratie lourde. - Taux d'intérêt élevés. - Exigences de garanties strictes.	- Ralentissement des projets innovants. - Exclusion des petits entrepreneurs.
Environnement économique	- Dépendance aux hydrocarbures (90% des exportations). - Corruption et opacité.	- Peu d'incitation à financer d'autres secteurs. - Prêts non optimaux.
Outils de financement	- Marchés financiers sous-développés. - Absence de capital-risque/fin Tech.	- Alternatives limitées au crédit bancaire. - Innovation étouffée.
Comportement des banques	- Aversion au risque. - Manque d'expertise en évaluation de projets innovants.	- Refus de prêts aux secteurs émergents (Tech, agro-industrie).

Source : Résultats de l'enquête de terrain.

Conclusion

L'enquête de terrain, menée auprès de seize agences bancaires situées au niveau de la wilaya de Bejaia, met en lumière le rôle encore limité du secteur bancaire dans le financement de la diversification économique en Algérie. Bien que toutes les banques reconnaissent l'importance stratégique des PME, les résultats révèlent une faible mobilisation des crédits en faveur de projets innovants ou orientés vers des secteurs non traditionnels.

En effet, la majorité des banques privilégient la rentabilité immédiate et le chiffre d'affaires comme critères principaux dans l'octroi des prêts, au détriment de l'innovation et de la diversification sectorielle. Cette logique prudente, renforcée par des exigences strictes en matière de garanties, freine l'accès au financement pour des projets émergents ou à potentiel de transformation économique. Les données montrent aussi que les demandes de crédit liées à la diversification sont rares, souvent limitées à des besoins d'exploitation, et non à des investissements structurels. Par ailleurs, la lenteur du traitement des demandes et la préférence pour des activités à faible risque illustrent un certain désengagement des banques dans les dynamiques de changement économique.

En somme, ce chapitre souligne une dissonance entre les ambitions de la diversification de l'économie nationale et les pratiques effectives menées par les institutions bancaires. Pour remédier à cette situation, des réformes profondes sont nécessaires, notamment en matière de garanties, de soutien à l'innovation, et d'incitations financières. Le secteur bancaire doit être réorienté pour jouer pleinement son rôle de catalyseur de développement, en accompagnant les acteurs économiques vers une économie plus diversifiée, résiliente et durable.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Le travail de recherche présenté dans ce mémoire est structuré de manière à répondre à la problématique centrale suivante : *Les banques algériennes, notamment celles de la wilaya de Bejaia, contribuent-elles au financement de la diversification économique ?*

Et pour tenter d'y répondre, deux hypothèses principales ont été formulées :

H1 : Le secteur bancaire algérien contribue encore insuffisamment dans le financement de la diversification économique, en raison de plusieurs contraintes d'ordre réglementaire et aussi institutionnel et financier qui freinent son efficacité et son rôle dans le développement.

H2 : La mise en place d'instruments financiers adaptés à la situation économique actuelle, ainsi que la modernisation progressive du cadre réglementaire sur le secteur bancaire et financier, peuvent contribuer à améliorer l'efficacité du secteur bancaire, notamment dans le financement des secteurs non pétroliers.

L'analyse du cadre théorique, conjuguée à l'étude de terrain menée dans la wilaya de Bejaia, a permis de confirmer la pertinence de ces hypothèses. Le diagnostic effectué sur le système bancaire algérien révèle un ensemble de dysfonctionnements structurels qui limitent sa capacité à jouer pleinement son rôle dans le financement des secteurs non pétroliers. La prédominance des banques publiques, l'absence d'une stratégie ciblée en faveur des projets de diversification, la rigidité des procédures de crédit et la faiblesse des outils d'évaluation du risque freinent considérablement l'investissement productif hors hydrocarbures.

Les résultats de l'enquête de terrain montrent que les banques restent focalisées sur les critères de rentabilité immédiate et sur la solidité des garanties, au détriment de l'innovation, de la prise de risque maîtrisée et du soutien aux petites et moyennes entreprises, souvent motrices de la diversification. De plus, la majorité des établissements interrogés ne disposent pas de politique spécifique ou d'incitation à financer les projets liés à la diversification économique. Cette situation traduit un désalignement entre les priorités économiques nationales et les pratiques bancaires effectives. Par ailleurs, l'étude met en lumière l'absence d'instruments financiers modernes adaptés à l'environnement économique actuel. Le crédit bancaire demeure la principale, voire l'unique, source de financement des projets, en l'absence de mécanismes alternatifs tels que le capital-risque, le crédit-bail ou les fonds d'investissement spécialisés. Ainsi, le secteur bancaire, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, n'est pas encore en mesure d'accompagner efficacement la transition vers une économie diversifiée. La faiblesse du soutien

bancaire aux secteurs hors hydrocarbures n'est pas uniquement bancaire ou bien financière, elle est aussi institutionnelle. L'environnement réglementaire, le manque de coordination entre les pouvoirs publics et les banques, ainsi que l'absence d'une vision stratégique commune limitent les perspectives de réforme concrète à court terme.

Ce travail, bien qu'il ait apporté des éléments de réponse clairs à la problématique posée, présente certaines limites, mais qui peuvent présenter des perspectives de recherche pour d'autres futurs travaux scientifiques. D'une part, l'analyse a été restreinte à un échantillon de banques localisées dans la wilaya de Bejaia, ce qui limite la portée nationale des conclusions. D'autre part, l'absence de données sectorielles précises sur les flux de crédits complique l'évaluation quantitative de l'implication réelle du système bancaire dans la diversification. Enfin, des aspects structurels plus profonds comme l'histoire des réformes bancaires, les logiques politiques ou la culture financière des acteurs économiques auraient mérité d'être davantage approfondis. Malgré ces limites, les constats établis soulignent l'urgence de réformes ciblées. Il devient donc impératif de :

- Introduire des mécanismes incitatifs à l'octroi de crédit pour les secteurs stratégiques ;
- Diversifier les instruments de financement ;
- Et surtout, instaurer une politique nationale de financement de la diversification, en lien avec les banques, les investisseurs et les institutions publiques.

En somme, la diversification économique en Algérie ne pourra réussir sans un repositionnement clair du secteur bancaire. Ce dernier doit passer d'un rôle passif de distributeur de crédit à un rôle actif de moteur du changement économique. C'est à ce prix que l'économie nationale pourra sortir de sa dépendance aux hydrocarbures et se projeter principalement et durablement vers un modèle économique équilibré, innovant et résilient.

BIBLIOGRAPHIE

- ABOURA, A., & CHAHIDI, M. (2017), "Le système bancaire algérien : Evolution historique, libéralisation du secteur et défis de modernisation", 1(2), *Revue d'Economie et de Management es Affaires*, pp. 1-18. Disponible sur: <https://asjp.cerist.dz/en/article/81886>.
- ANNANE, R. (2024), *La diversification de l'économie Algérienne par le développement de l'économie bleue*, Thèse doctorat, ISGP. Disponible sur: <https://hal.science/tel-04730341v1/document>.
- BANK OF ALGERIA. (2022). Disponible sur: bank of algeria : <https://www.bank-of-algeria.dz/histoire-de-la-banque/>.
- BOUZERIA, I. (2024), "L'éducation entrepreneuriale en Algérie: un enjeu clé pour la diversification économique", *Revue internationale d'éducation de sévres*, pp. 20-23. Disponible sur: <https://journals.openedition.org/ries/15505#tocto1n2>.
- CAVATORTA, F., et TAHCHI, B. (2019). "Politique économique et résilience autoritaire en Algérie: Les difficultés de la diversification économique", *Études internationales*, 50(01), pp. 8-38. Disponible sur: <https://id.erudit.org/iderudit/1062815ar>.
- DIRECTION GENERALE DU TRESOR FR. (2025), Indicateurs et conjoncture - Algérie. Récupéré sur Ministère de l'Économie et des Finances (France), Disponible sur: <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/indicateurs-et-conjonctures>.
- DJOUDANE, Z., et MAHOUI, K. (2021). "Les déterminants de la diversification des exportations en algérie", *Les Cahiers du MECAS*, 17(1), pp. 200-216. Disponible sur: <https://asjp.cerist.dz/en/article/149501>.
- HAMADI, R. (2024), *Les 3 principaux produits hors hydrocarbures exportés par l'Algérie*. Disponible sur: TSA algérie : <https://www.tsa-algerie.com/voici-les-3-principaux-produits-hors-hydrocarbures-exportes-par-lalgerie>.
- NADJI MOHAMMED, S.E., et BELFATMI, S. (2024). "Évolution de la Réglementation Financière en Algérie : De l'Ordonnance de 2003 à la Loi Monétaire et bancaire de 2023", *Revue D'Etudes juridiques et Economiques*, 07(01), pp. 573-592. Disponible sur: <https://asjp.cerist.dz/en/article/246801>.
- ONS. (2024). LES COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS. Disponible sur: <https://www.ons.dz/IMG/pdf/Compt3T2024.pdf>.
- Ordonnance n° 03-11 . (2003). *JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE* N° 52, 3-18. Disponible sur: <https://www.joradp.dz/ftp/jo-francais/2003/f2003052.pdf>.
- SCHUH, E., & BARGHOUTI, S. (1988), « Agricultural diversification in Asia », *Finance and Development*, pp. 2541-2544. Cité par PATERNE, N. (2013). *Diversification Economique Territoriale*, Thèse de doctorat, université de Québec, Octobre 2013.
- SOUAK, F. Z., et RAKHROUR, y. (2016). "Réforme monétaire et financement de l'économie". *ResearchGate*, 10(2), pp. 57-67. Disponible sur : https://www.researchgate.net/publication/381996398_Reforme_monetaire_et_financement_de_l'economie_en_Algerie.

- TIMERIDJINE, S. (2023), "L'industrie agroalimentaire levier de diversification de l'économie algérienne : état des lieux". *Revue Etudes Economiques*, 17(1), pp. 118-133. Disponible sur <https://asjp.cerist.dz/en/article/218727>.

ANNEXES

Questionnaire

Ce questionnaire s'adresse aux différentes banques exerçant leurs activités dans la wilaya de Bejaia, il est destiné à répondre aux différentes questions liées à la contribution du secteur bancaire dans diversification économique dans la wilaya de Bejaia. Cette enquête fait partie de mémoire de fin de cycle de Master à l'université Abderrahmane Mira de Bejaia.

Engagement : Nous garantissons l'anonymat total, à stricte confidentialité et l'usage des données collectées dans un cadre purement scientifique et académique.

Dénomination et raison social

.....

1- Quel est le statut de votre banque ? (Cocher une seule réponse)

Publique ☐ Privée ☐ Mixte ☐

2- Quelle est la nature des clients de votre banque ?

Particulier ☐ PME ☐ Grandes entreprises ☐ Autres ☐

3- Quelle est la part de vos prêts, accordez-vous aux entreprises ?

- ☐ a- Moins de 20%.
- ☐ b- Entre 20% et 50%.
- ☐ c- Plus de 50%.

4- Quel est le nombre de demandes de crédits recevez-vous en un mois

- ☐ a- Moins de 10.
- ☐ b- Entre 10 et 20.
- ☐ c- Plus de 20.

5- D'après vous, comment jugez-vous le délai de traitement des demandes de crédit ?

- ☐ a- Raisonnable.
- ☐ b- Long.
- ☐ c- Justifié.
- ☐ d- Très long

6- Votre politique de prêt est-elle basée sur quels critères ?

- ☐ a- Chiffres d'affaires.
- ☐ b- Rentabilité attendue.
- ☐ c- Secteur d'activité.
- ☐ d- Diversification économique.
- ☐ e- Fidélisation de l'entreprise.
- ☐ f- Innovation.
- ☐ g- Autre réponse.

7- Quels sont les motifs de rejet des demandes de crédit ?

- ☐ a- Garantie insuffisantes.
- ☐ b- Etude technico économique non pertinente.
- ☐ c- Dossier incomplet.
- ☐ d- L'insolvabilité de l'entreprise.
- ☐ e- Déséquilibre financier chronique.
- ☐ f- Inadéquation du dossier avec l'activité.
- ☐ g- Autre réponse.

8- Quelle politique en matière de la diversification économique ?

- ☐ a- Nous avons une politique claire en faveur de la diversification économique.
- ☐ b- Nous commençons à développer une politique dans ce domaine.
- ☐ c- Nous n'avons pas encore de politique spécifique.

9- Existe-t-il des demandes de crédits dans le cadre de projets d'investissement liés à la diversification économique ?

- ☐ a- Oui.
- ☐ b- Non.

10- Votre banque privilégie t- elle les investissements liés à la diversification de l'économie nationale ?

- ☐ a- Oui.
- ☐ b- Non.

11- Quels sont les secteurs sollicités par votre banque ?

- ☐ a- BTPH.
- ☐ b- Agriculture.
- ☐ c- Production et industrie.
- ☐ d- Commerce et revente en l'état.
- ☐ e- Services.
- ☐ f- Innovation.
- ☐ g- Autre réponse.

12- Existe-t-il parmi ces secteurs, ceux qui contribuent à la diversification de l'économie nationale ?

- ☐ a- Oui.
- ☐ b- Exceptionnellement.
- ☐ c- Non.

13- Quelle est Le pourcentage des investissements dans des projets liés à la diversification économique

- ☐ a- Non réponse.
- ☐ b- Entre 0% et 25%.
- ☐ c- Entre 25% et 50%.
- ☐ d- Entre 50% et 75%.
- ☐ e- Entre 75% et 100%

14- Quels sont les facteurs qui expliquent la faiblesse des banques algériennes dans le financement de la diversification économique ?

- ☐ a- Structure bancaire.
- ☐ b- Règlementation restrictive.
- ☐ c- Environnement économique.
- ☐ d- Outils de financement.
- ☐ e- Comportement des banques.

MERCI POUR VOTRE COLLABORATION

LISTE DES ILLUSTRATIONS

1. Figure

Figure 1 : Evolution trimestrielle du taux de croissance du PIB	14
Figure 2 : Evolution du taux de croissance du secteur agricole.....	16
Figure 3 : Evolution du taux de croissance du secteur de l'industrie manufacturière	17
Figure 4 : Evolution du taux de croissance des exportations de biens et services	18
Figure 5 : Appartenance des banques	25
Figure 6 : Le portefeuille clients des banques	26
Figure 7 : Part des crédits octroyés aux entreprises	27
Figure 8 : Nombre total de demandes de crédits réclamés par les entreprises	27
Figure 9 : Avis sur le délai de traitement des demandes de crédit.....	28
Figure 10 : Les critères de choix de prêt	29
Figure 11 : Motifs de rejets des demandes de crédit	30
Figure 12 : Intégration de la diversification économique dans la politique financière	31
Figure 13 : Demandes de crédits pour l'investissement dans la diversification économique	32
Figure 14 : Financement de projets liés à la diversification de l'économie nationale	32
Figure 15 : Les secteurs les plus convoités par les banques	33
Figure 16 : Nature des secteurs favorisant la diversification économique	34
Figure 17 : Part des investissements dans la diversification économique	35
Figure 18 : Répartition des facteurs limitant le financement de la diversification économique par les banques algériennes	36

2. Tableaux

Tableau 1 : Structure du système bancaire algérien.....	6
Tableau 2 : Principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie 2020-2023.....	13
Tableau 3 : Croissance du PIB hors hydrocarbures 2015-2019.....	15
Tableau 4 : Réseau bancaire algérien.....	24
Tableau 5 : Pourcentage des investissements dans la diversification économique.....	34
Tableau 6 : Facteurs expliquant la faiblesse des banques algériennes dans le financement de la diversification économique	37

TABLES DES MATIÈRES

Dédicaces

Remerciements

Liste des abréviations

Sommaire

Introduction générale.....	1
Chapitre I : Aperçu général sur le système bancaire algérien.....	4
Introduction du chapitre	4
Section 1 : Présentation du système bancaire algérien.....	4
1.1. Création de la Banque centrale d'Algérie (1962-1963).....	4
1.2. Un système bancaire national.....	5
1.3. Le système bancaire algérien actuel.....	6
Section 2 : Réglementation et pratiques bancaires en Algérie.....	7
2.1. Les réformes de première génération du système bancaire algérien.....	7
2.1.1. La loi du 19 août 1986 relative au régime des banques et du crédit.....	7
2.1.2. La loi du 12 janvier 1988.....	7
2.1.3. La loi 90/10 du 14/04/1990 relative à la monnaie et au crédit.....	8
2.2. Les réformes de seconde génération du système bancaire algérien.....	8
2.2.1. Ordonnance n°01-01 du 27 février 2001.....	8
2.2.2. Ordonnance 03-11 du 26 août 2003.....	8
2.2.3. Ordonnance n°10-04 du 26 août 2010.....	9
2.2.4. Loi n° 23-09 correspondant au 21 juin 2023.....	9
Conclusion du chapitre	10
Chapitre II : La diversification économique en Algérie.....	11
Introduction du chapitre	11
Section 1 : Aperçu global sur la diversification économique.....	11
1.1. Définition de la diversification économique.....	11
1.2. L'importance de la diversification économique.....	11
Section 2 : La diversification économique en Algérie.....	12
2.1. La situation économique actuelle.....	12
2.2. La situation économique hors hydrocarbures de l'Algérie.....	14
2.2.1. Le secteur agricole algérien.....	16

2.2.2. Les industries manufacturières.....	17
2.2.3. Le secteur des biens et services en Algérie.....	17
2.3. La stratégie nationale de diversification économique.....	18
2.4. Perspectives sectorielles pour une diversification économique en Algérie.....	19
Conclusion du chapitre	20
Chapitre III : Enquête de terrain sur la contribution des banques de la wilaya de Bejaia à la diversification de l'économie algérienne.....	21
Introduction du chapitre.....	21
Section 1 : Méthodologie de la recherche.....	21
1.1. Organisation de la collecte des données	21
1.2. Cadre d'utilisation du logiciel Sphinx dans l'enquête.....	22
1.2.1. Processus d'exploitation du logiciel Sphinx	22
1.3 Définition de la population enquêtée.....	23
1.4. Enjeux et limites liés à la conduite de l'enquête.....	25
Section 2 : Analyse des résultats de l'enquête.....	25
Conclusion du chapitre.....	38
Conclusion générale.....	39
Bibliographie.....	41
Annexes.....	43
Liste des illustrations	46
Table des matières.....	47
Résumés.....	49

Résumé

Ce mémoire explore la problématique de la contribution du secteur bancaire au financement de la diversification économique dans la wilaya de Bejaia et en Algérie, cela à partir d'une enquête menée auprès de seize organismes bancaires situés au niveau de la wilaya de Bejaia. Malgré son importance, le secteur bancaire contribue encore insuffisamment au financement de la diversification économique. Les résultats collectés révèlent plusieurs contraintes structurelles et réglementaires limitant leur efficacité. Des réformes sont proposées afin de renforcer leur rôle dans le financement de la diversification de l'économie nationale.

Mots clés : Diversification économique, Secteur bancaire, Financement, Bejaia.

الملخص

يتناول هذا البحث موضوع مساهمة القطاع البنكي في تمويل التنويع الاقتصادي في ولاية بجاية وعلى مستوى الجزائر عمومًا، وذلك انطلاقًا من دراسة ميدانية شملت ستة عشر مؤسسة بنكية في ولاية بجاية. وعلى الرغم من أهمية هذا القطاع، إلا أن مساهمته في تمويل التنويع الاقتصادي لا تزال محدودة. وقد كشفت النتائج المُجمَّعة عن وجود عدة قيود هيكلية وتنظيمية تحد من فعاليته. ويقترح البحث مجموعة من الإصلاحات بهدف تعزيز دور هذا القطاع في تمويل تنويع الاقتصاد الوطني.

الكلمات المفتاحية: تنويع اقتصادي، القطاع البنكي، التمويل، بجاية

Abstract

This thesis explores the contribution of the banking sector in financing economic diversification in the province of Bejaia and in Algeria as a whole, based on a survey conducted with sixteen banking institutions located in the province of Bejaia. Despite its importance, the banking sector still contributes insufficiently to the financing of economic diversification. The collected results reveal several structural and regulatory constraints that limit its effectiveness. The study proposes reforms to strengthen the sector's role in financing the diversification of the national economy.

Keywords : Economic diversification, Banking sector, Financing, Bejaia.